

# Construire un nouveau parti, pour quoi faire ?

**Ê**tre un parti ouvrier avec une influence de masse, c'est pas facile ! D'autres, avant nous, s'y sont confrontés : partis socio-démocrates au début du XXe siècle, PC ensuite... C'est aussi de ces expériences historiques que nous devons tirer des leçons aujourd'hui pour mettre en place dès la fondation de ce nouveau parti les gardes-fous qui nous permettront de ne pas tomber dans les mêmes erreurs.

Au milieu du Xxe siècle, l'influence, l'implantation, l'activité des militants du PC était telle que l'on peut parler de contre société : prise en charge des enfants, colonies de vacances, associations de femmes, culturelles, de solidarité internationale, de colocataires, éducation populaire..., syndicat..., constructions de logements sociaux, d'infrastructures... « Le Parti », comme disent ses membres, c'est une deuxième famille. Difficile d'imaginer aujourd'hui à quel point tout cela structurait la classe ouvrière : à la fois remparts contre l'océan de l'idéologie bourgeoise et en même temps carcan très fort dont on ne pouvait que très difficilement sortir tant l'attachement idéologique et affectif était fort.

Dans le même temps, le PC a eu beaucoup d'élus et s'est retrouvé à gérer notamment des communes, à en tirer des financements importants, à y embaucher ses militants, à avoir par ce biais les moyens de mettre en place sa politique (critiquable par ailleurs)... mais dans les limites budgétaires des communes et dans le cadre général de la société capitaliste...

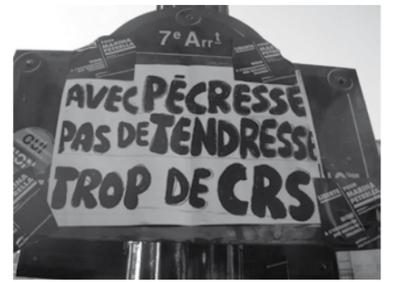
Certains militants, en toute bonne foi, espéraient transformer les institutions de l'intérieur, les utiliser contre le capitalisme. Mais la politique menée par le Parti Communiste l'a amené à s'adapter aux institutions, à cogérer... et finalement ce sont les institutions bourgeoises qui ont achevé de transformer le PC. Et on voit bien aujourd'hui comment

ce parti est dépendant de ses élus... Que ce soit la social-démocratie ou le PC, il se sont retrouvé complètement intégrés à l'appareil d'Etat, et ont soutenu les pires politiques : votent des crédits de guerre en 1914, guerre d'Algérie, politique d'austérité depuis les années 80, privatisations, etc...

Aujourd'hui, si le PC a encore des liens forts avec le mouvement ouvrier et les luttes sociales, ce n'est plus du tout le cas du PS qui est complètement acquis à la gestion du capitalisme et n'a plus pour objectif que l'exercice du pouvoir dans le cadre des institutions.

nous ne pouvons nous priver ! En plus, ce sont des moments où les gens s'intéressent davantage aux questions politiques que d'habitude. C'est l'occasion de mener une bataille idéologique contre la plupart des autres partis, ceux de l'ordre, des patrons, de la bourgeoisie.

Par ailleurs, nous y défendons une autre idée du pouvoir : l'autoorganisation et l'autogestion de ceux qui produisent. Alors lorsque l'on vote pour nos candidats, ce n'est pas pour que nous soyons au pouvoir que l'on vote mais pour que le pouvoir soit à tout le monde !



nous laisser, comme ça tranquillement, récupérer ce qui nous appartient et répartir les richesses entre tous alors qu'ils peuvent s'en mettre plein les poches sur notre dos... ils défendront leurs intérêts, avec l'armée et n'hésiteront pas à tuer pour cela. De plus, l'économie se gère tellement à l'échelle mondiale, qu'une prise du pouvoir par les travailleurs ne peut se concevoir dans un seul pays ou même une seule région du monde. Nous devons préparer la confrontation avec la bourgeoisie en construisant nos propres outils de lutte : l'autoorganisation, la démocratie, et savoir qu'il y aura probablement à un moment une confrontation armée. Nous devons nous coordonner à une échelle globale et pas seulement agir localement ni pour prendre le pouvoir et encore moins pour répartir les richesses entre tous par la suite !

C'est une autre forme de pouvoir que nous devons construire qui soit répartie entre tous et permette la satisfaction de tous les besoins.



**Bon, mais si c'est « dangereux » les institutions et qu'on ne souhaite pas y aller pourquoi se présenter aux élections ?**

D'abord parce qu'il y a la télé et les médias en général ! Pour des organisations comme les nôtres, dont le discours et peu, voir pas relayé, par les médias en temps normal, c'est une opportunité dont

Parfois, dans les moments où il y a une vague révolutionnaire, où les institutions sont largement discréditées, les élections peuvent être utilisées par le pouvoir comme diversion. Dans ces cas là on peut être amené à les boycotter...

**Comment on fait pour prendre le pouvoir, alors ?**

Bah c'est sûr que ça ne va pas se faire tout seul ! Les capitalistes ne vont pas

## Réunion nationale jeunes pour construire le Nouveau Parti Anticapitaliste le 15 décembre 2007 à Paris

**A**vec les mobilisations en cours, on se rend compte que le gouvernement attaque de toute part et qu'il faut une réponse de l'ensemble des jeunes et des travailleurs pour gagner contre le gouvernement et contre les projets du MEDEF et des patrons. Mais pour gagner sur le long terme, il faut changer radicalement de société, il faut réfléchir à une autre société, faire le bilan des expériences passées et, enfin, il faut être capable de se coordonner nationalement jeunes et salariés. Et on voit bien, aujourd'hui, qu'aucun parti ne répond totalement à cette attente.

**Un nouveau parti anticapitaliste, militant, révolutionnaire et internationaliste**

La place qu'à la LCR et les JCR dans les mobilisations ces dernières années et l'écho de la LCR aux élections sont autant d'éléments qui nous font penser que c'est le moment d'appeler à la formation d'un nouveau parti anticapitaliste. Ce parti, nous voulons le construire dès maintenant avec tous ceux et toutes celles que nous côtoyons dans les luttes, qui se retrouvent sur les propositions que nous faisons et sur le programme développé par la LCR. Tous ceux et toutes celles qui sont

convaincus qu'il faut changer la société capitaliste et que ce changement ne viendra pas des élections ; tous ceux et toutes celles qui pensent qu'il faut agir maintenant et tous ceux et toutes celles qui pensent que la révolution ne se fera pas qu'en France, mais qu'il faudra un changement international !



tés sur les facs, les lycées et les villes pour ce nouveau parti anticapitaliste, pour que l'on puisse se coordonner localement et agir tous ensemble dans la même direction !

Pour nous coordonner nationalement, nous organisons une journée de formation-débat le 15 décembre à Paris, pour faire le bilan des expériences passées et discuter de quelles campagnes à mener dans la jeunesse pour changer le monde.

**Pour plus d'information, contactez un militant des JCR ou renvoyez le coupon ci-contre.**

**Place aux jeunes ! Tous à Paris le 15 décembre.**

Cela fait plus de 5 ans que chaque année les jeunes luttent. Contre Le Pen en 2002, contre la guerre en 2003, contre la loi Fillon en 2005, contre le CPE en 2006 et aujourd'hui contre la LRU. Nous sommes une nouvelle génération de militants. Il faut maintenant nous organiser tous ensemble pour changer le monde. Dès maintenant, les militants des JCR et de la LCR organisent des réunions et des comi-

## Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une **rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre

d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

**Abonnez-vous !  
Prenez contact !**

r Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro ..... ) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APELJ)

r Je souhaite participer la rencontre nationale jeunes pour le nouveau parti anticapitaliste le 15 décembre 2007

r Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal .....  
Ville .....  
Téléphone .....  
e-mail .....

JCR: jcr@jcr-red.org  
Rédaction: red@jcr-red.org  
www.jcr-red.org  
01 48 70 42 30

n° 86

www.lcr-rouge.org  
www.jcr-red.org

REVOLUTION

égalité

JCR

26 nov  
2 déc 2007

prix libre

Hebdo

Jeunesses communistes révolutionnaires

# Lycéens, étudiants contre la LRU, pour des moyens



## C'est le moment !

**A**vec neuf jours de grève, les cheminots ont affaibli le gouvernement et redonné confiance en leurs propres forces à une partie des salariés et aux jeunes. Mardi 20, 60% des profs des collèges et lycées et 65% des instits étaient en grève. Jeudi 22, ce sont les lycéens qui ont commencé à rejoindre la mobilisation anti-LRU. Et le samedi, une première coordination lycéenne région parisienne a eu lieu. Aujourd'hui, un mouvement étudiants-lycéens peut gagner sur la LRU et faire reculer le gouvernement.

Le début de la semaine va être décisif, pour étendre la mobilisation sur les facs, continuer à informer l'ensemble des étudiants des dan-

gers de la LRU qui va entraîner de la sélection et des privatisations des universités, ainsi que de la nécessité du blocage pour que tous les étudiants puissent se mettre en grève.

La dégradation des conditions d'étude et la mise en place d'une éducation à deux vitesses touche aussi les lycéens. Avec un budget en baisse, avec une diminution de 11 200 profs dans les collèges et lycées et avec la mise en place de lycée-prison (contrôle systématique des cartes de lycéens, appel des parents dès qu'on est en grève...). C'est le moment où les lycéens doivent rejoindre la mobilisation, sur trois mots d'ordre principaux : contre la LRU et la sélection à la fac ; pour des moyens et des

profs dans les lycées et pour plus de droits pour les lycéens. Il faut mettre en place des coordinations lycéennes régionales et nationales pour amplifier et structurer la mobilisation

Au delà, certains secteurs de salariés peuvent se mobiliser, notamment les enseignants, sur la question des moyens, du manque de prof et surtout de leurs salaires. Il faut donc s'adresser à eux pour une mobilisation d'ensemble jeunes et salariés.

La direction de l'unef a décidé de quitter la coordination de Lille. Essentiellement parce qu'elle veut pouvoir négocier avec le gouvernement. Mais ces négociations ne

représenteront pas les étudiants mobilisés. Seule la coordination nationale étudiante représente tous les étudiants. C'est pourquoi, la direction de l'unef doit être présente à la prochaine coordination étudiante et respecter les décisions de l'ensemble des étudiants ! Et si nous ne sommes pas opposés par principe à la discussion, aujourd'hui les étudiants réclament l'abrogation de la LRU.

Le gouvernement est affaibli par les mobilisations de la semaine dernière. Il ne faut pas lui laisser le temps de se ressaisir ! Tous ensemble, en amplifiant la mobilisation dans les jours qui viennent, on peut gagner sur l'abrogation de la LRU et foutre en l'air Sarkozy et ses alliés !

## Nanterre

Sur la l'université de Nanterre le vote de la grève a été voté le 8 novembre lors d'une AG de plus de mille étudiants. Le blocage comme mode d'action a aussi été voté lors de cette AG. Nous avons bloqué l'ensemble des bâtiments de sciences humaines pendant deux jours. Le 13 novembre lendemain fort d'une AG qui avait réuni 1200 étudiant nous avons décidé le blocage de l'ensemble de la fac c'est à dire les bâtiments de droit et éco-gestion... Le président de l'université à estimer que le blocage de la filière droit ne devait pas avoir lieu. Il a alors fait appel aux CRS et aux gendarmes mobiles afin de casser les piquets de grève ! Alors que le président de la fac pense faire taire la contestation sur Nanterre le soir même il y a eu près de 800 étudiants en comité de mobilisation contre la LRU et contre la répression du mouvement. Malgré la grève des transports (pendant une semaine pas de train pour se rendre à la fac) la mobilisation ne faiblit pas en effet la fac fut a nouveau bloquée dès jeudi. Au dernier conseil d'administration extraordinaire le président de la fac a voulu, dans un point «démocratie étudiante», faire adopter la mise en place d'un référendum... mais finalement sous la pression des élus étudiants et du personnels cela n'a pas été soumise au vote.

## Reims

L'assemblée générale de la fac de Reims a voté, jeudi 22 novembre, la reconduite du blocage à 800 voix contre 400. Suite à cette décision la présidence de la fac a décidé la fermeture administrative de l'université et a menacé les étudiants grévistes de leur envoyer les flics s'ils remettaient les pieds sur la fac. Elle a même dit que la police procéderait à des arrestations. Au final, les grévistes sont quand même revenus, un rassemblement devant l'administration a été organisé pour exiger la réouverture de la fac. Après une journée de négociations la présidence a fini par céder. Résultats une journée de perdue parce que la présidence refuse de respecter les décisions des AG !

## Les lycées du Mans se mobilisent aussi.

Des AG ont eu lieu dans 5 bahuts du Mans : Bellevue, Montesquieu, Malraux, Yourcenar, et le lycée Sud. Ainsi que près de chez nous à Château du Loir, au lycée Racan, comme le lycée de la Flèche qui a bloqué hier.

Suite à ces AG nous avons décidé de débrayer les lycées mardi 20 novembre dès 8h pour rejoindre les salariés, étudiants à la manif de 10h, le cortège jeune (lycéens étudiants) représentait 500 personnes !

Nous avons ensuite fait une AG lycéenne après la manif où nous avons décidé de remonter la coordination lycéenne. Suite à cette AG il a été décidé de rebouger le mardi 27 novembre avec les étudiants.

Des AG ont lieu dans les bahut (6 bahuts : lycée Touchard en plus) pour mobiliser les jeunes pour venir manifester **mardi 27 novembre avec les étudiants à 14h00** (place de la préfecture)

## Metz, malgré un référendum, la grève continue

Lundi la présidence a organisé un référendum on a décidé d'appeler au boycott. Le blocage a été rejeté à 65% avec un taux de participation de 16% ce qui est beaucoup. L'AG ne se reconnaît pas dans ce vote

La reprise des cours devait avoir lieu le mercredi mais le président a demandé à ses gentils vigiles de débouquer dans la nuit de lundi.

Donc mardi matin les petits étudiants retournèrent à l'école et les méchants grévistes partirent en manif. On était environ 700 étudiants dont quelques lycéens (on a différé lundi devant les lycées) et 6000 en tout. On avait appelé à une AG interpro!

Mercredi AG on décide de bloquer juste après en commençant par la fac de droit qu'on a pas réussi à bloquer jusque là. Gros bordel, gros fiasco les étudiants n'ont pas compris qu'il fallait rester dans le bâtiment. Les troupes sont démoralisées.

# Refusons la professionnalisation de l'enseignement supérieur !

**L'**un des enjeux de la loi Pécresse et plus globalement des politiques de libéralisation de l'enseignement supérieur est la professionnalisation des études. Mais tout d'abord que signifie la professionnalisation?

Dans la législation française du travail, ce sont des programmes et actions d'adaptation des salariés à leur poste de travail. Au terme de la professionnalisation, un salarié est jugé « conforme » aux exigences d'une entreprise en vue de l'emploi pour lequel il a été embauché. Les entreprises prennent en charge ces formations puisque ce sont elles qui bénéficient des effets de la professionnalisation. Pourtant de plus en plus les entreprises cherchent à

se dédouaner de leurs responsabilités en rejetant l'effort de formation professionnelle et d'adaptation aux postes de travail sur l'État et le système scolaire.

## Un exemple éclairant: les licences professionnelles

En 1996, un rapport de la commission européenne préconise « l'ouverture de l'éducation sur le monde du travail » et « un renforcement des liens entre éducation et entreprises ». Trois ans plus tard, dans les universités françaises, le gouvernement de « gauche plurielle » met en place les licences professionnelles qui sont « conçues et organisées dans le cadre de partenariats étroits avec le monde professionnel ».

Les licences pro. sont des formations adaptées aux bassins d'emplois locaux, et généralement organisés en partenariat avec des entreprises afin de répondre à leurs besoins spécifiques. A Lyon, a été créée une licence pro. « vente et conseil en dermo-cosmétique » en partenariat avec L'Oréal. Dans plusieurs universités, se développe la

licence pro. « Management et gestion des rayons » en partenariat avec DISTECH, association qui regroupe ATAC, Auchan, Carrefour, Champion...

L'objectif de ces licences pro. comme de la professionnalisation en général est l'acquisition de « compétences professionnelles ». Comme le précise le MEDEF, une compétence professionnelle « s'exerce dans un contexte précis », en « situation professionnelle » et donc elle est « repérée », « évaluée » et « validée » par l'entreprise. De fait, l'entreprise remplacera l'université comme instance d'évaluation des diplômes. Le gouvernement souhaite que l'ensemble des étudiants acquièrent des « compétences » dans le cadre de leurs formations, celles-ci remplaçant les « savoirs » jugés « archaïques » et « inadaptés ». Mais, si les compétences deviennent la norme, cela signifie que de plus en plus ce seront les entreprises qui décideront du contenu des formations universitaires.

## Casser les droits collectifs des salariés

Ainsi, la professionnalisation s'inscrit dans un processus d'individualisation des salariés au même titre que la mise en place des contrats précaires. En effet, les licences pro ne sont pas reconnues dans les conventions collectives et donc ne garantissent pas une rémunération minimale aux salariés ni de droits au sein d'une entreprise. Dès lors, le salarié sera seul face à son employeur. Comme le CDI, un

diplôme garantit des droits pour les salariés. Par contre, la professionnalisation des études implique de mettre en place des systèmes de certification qui serviront à rendre compte des parcours individuels de formation sans aucune garantie collective pour les salariés sur le marché du travail. Ici, fini l'égalité de traitement pour les étudiants au niveau national, fini l'égalité de traitement des salariés à niveau égal de formation.

Pour justifier cette adaptation à outrance des formations aux besoins patronaux, le gouvernement utilise l'argument du chômage de masse, estimant que la professionnalisation garantirait un accès facilité à l'emploi. Pourtant, deux chiffres permettent de briser ce discours. En premier lieu, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est deux fois inférieur au chômage général (autour de 5% pour les diplômés du supérieur), le chômage se concentrant sur les personnes ne disposant d'aucune qualification, souvent les plus exposés à la précarité et aux licenciements. D'autre part, si on professionnalise 100 étudiants mais qu'il n'y a que 80 emplois à la clé, adaptés ou non il y aura toujours 20 chômeurs à l'arrivée.

La mise en place de la professionnalisation s'appuie donc sur la peur du chômage et de la précarité de l'emploi. Pourtant ce type de mesure va accroître la concurrence entre les salariés, tirer les salaires vers le bas, les employeurs faisant du chantage à l'inadaptation des salariés.



# La coordination nationale et les mandats impératifs

**D**ans les dernières mobilisations, les lycéens et les étudiants ont pris l'habitude de se réunir en coordination nationale. Depuis le mouvement CPE cette structuration est même devenue un réflexe. Mais à quoi sert une coordination nationale ?

## Pourquoi une coordination nationale ?

Pour qu'un mouvement soit efficace, il faut qu'il se fixe des objectifs, qu'il rythme la mobilisation avec des échéances, il doit trouver les moyens d'étendre au plus grand nombre le mouvement, il doit réagir aux propositions du gouvernement, de la direction de l'entreprise ou de l'université. Chez les salariés, toutes ces tâches sont, en général, assumées par les syndicats qui décident les dates des manif, déposent les préavis de grève, négocient avec le gouvernement, et décident de quand la grève doit s'arrêter ! Il n'y a pas de contrôle des salariés sur ces décisions.

Les coordinations nationales remplissent ces mêmes tâches, mais contrairement aux directions syndicales, les coordinations sont l'émanation directe des assemblées générales puisqu'elles sont composées de délégués élus par elles. Ainsi ce sont l'ensemble de ceux qui se mobilisent qui participent et qui exercent un contrôle direct de leur mobilisation.

Une mobilisation ne peut pas être réellement nationale et ne peut pas tenir sur la durée s'il n'y a pas un travail de centralisation de l'état de la mobilisation qui est

effectué, s'il n'y a pas des échéances qui sont appelées à l'échelle nationale, si les différents endroits mobilisés ne se fixent pas des objectifs communs. On ne peut pas se contenter d'assemblées générales locales qui fixeraient indépendamment les unes des autres revendications et leurs rythmes de mobilisation. Ça rendrait tout simplement la grève moins efficace. Mais nous ne pouvons pas laisser faire ce travail par les directions syndicales sur lesquelles la majorité des étudiants et des lycéens n'ont pas de contrôle, nous ne pouvons pas leur laisser prendre pour la mobilisation, des décisions qui ne sont pas en accord avec ce que pensent les AG. C'est pour ça que les coordinations nationales sont déterminantes pour la construction de la mobilisation.

## La question des mandats

Un débat traverse cependant ces coordinations depuis le mouvement CPE : les mandats pour les délégués élus à cette coordination. Certains pensent que les délégués en coordination doivent avoir des mandats impératifs de leurs AG? C'est-à-dire qu'ils ne peuvent se prononcer que sur ce qui a été voté dans leur AG locale. Par exemple si la délégation d'une fac propose que la coordination appelle à une journée d'action en direction des lycéens, les délégués qui sont mandatés impérativement ne pourraient pas se prononcer sur cette proposition si elle n'a pas été discutée dans leur AG.

Ce type de mandats réduit considérablement l'efficacité et le rôle de la coordination. Si tous les délégués d'une coordination étaient en mandats impératifs, aucune décision ne pourrait être prise dans la coordination. Aucune manifestation ne pourrait être appelée, aucun appel ne pourrait être adopté. Son rôle serait réduit à la centralisation de l'état des lieux de la mobilisation dans les différentes universités. Mais par contre ça laisserait le champ libre aux directions syndicales, notamment l'UNEF, pour appeler à des dates de mobilisations même si ce n'est pas ce qui a été discuté dans les assemblées générales, pour mettre en avant des revendications qui ne sont pas forcément celle de la mobilisation et pour réagir à l'actualité. En se voulant plus démocratique, les mandats impératifs réduisent en réalité la capacité

d'expression des assemblées générales et laissent plus de place à l'expression des directions syndicales.

Les mandats libres ou semi impératifs ne sont pas moins démocratiques. Les assemblées générales restent souveraines, elles peuvent choisir de ne pas appliquer une décision prise par la coordination avec laquelle elles ne sont pas en accord. De même, un délégué qui aurait pris une position en contradiction totale avec celle de son AG aurait la possibilité de se faire révoquer : la semaine d'après il ne se serait plus élu comme délégué. Par contre ce type de mandats permet à la coordination d'être une alternative aux directions syndicales en étant une réelle force de proposition et en étant en capacité de réagir.



# Appel de Lille de la Coordination Nationale Étudiante

**N**ous, étudiants de 67 universités, réunis en Coordination nationale les 24-25 novembre 2007 à Lille, adoptons l'appel suivant.

Plus de la moitié des universités sont en blocage total ou partiel et plus de 60 universités sont touchées par la mobilisation.

Nous rejetons la LRU parce qu'elle signifie la privatisation de l'enseignement supérieur. L'introduction de financements privés va renforcer les inégalités entre universités et filières et va permettre une mainmise du patronat sur le contenu des formations. L'université n'est pas responsable du chômage, et adapter l'université aux exigences du « monde du travail » ne rapprochera pas les étudiant-es de l'emploi : la professionnalisation est au contraire le plus court chemin vers la déqualification et vers la précarité. La LRU implique aussi la précarisation des statuts des enseignants et personnels, et la transformation des présidents d'université en véritables managers.

Nous refusons la logique d'autonomie financière, qui implique le désengagement financier de l'État, et donc l'augmentation à terme des frais d'inscription. Nous refusons également l'instauration d'une pré-sélection à l'entrée de l'université, qui remet en cause l'accès de tous à l'université.

La ministre Pécresse a récemment annoncé le déblocage de moyens pour les étudiants en 1<sup>er</sup> cycle (réorientation, tutorat), ainsi que la suppression des cautions pour le logement... en échange d'un « retour au calme » sur les campus. Cela prouve que le gouvernement voit bien qu'il y a un problème dans les universités, et qu'il a peur du mouvement étudiant. Mais ces annonces ne répondent pas au problème central : la LRU, et les dangers qu'elle nous promet. C'est pourquoi nous demandons au bureau national de l'Unef de prendre clairement position pour l'abrogation de la loi Pécresse, et de cesser toute négociation jusqu'au retrait de cette loi.

La LRU n'est ni amendable, ni négociable, que ce soit sur un plan local ou natio-

nal. Depuis le début de la lutte, c'est la position de toutes les assemblées générales et de la coordination nationale, seules instances représentatives des étudiant-es mobilisé-es.

Si nous nous battons pour l'abrogation de la LRU, c'est parce que nous nous battons pour le droit à l'éducation pour tous, et contre la destruction du service public. Étudiants et lycéens, avec la LRU et les 11 500 suppressions de postes dans l'Éducation, c'est notre avenir qui est menacé. Exiger l'abrogation implique donc de lutter pour une augmentation massive du budget de l'enseignement supérieur, pour la création des milliers de postes dont il y a besoin, pour de vrais diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives, pour l'égalité entre Français-es et étrangères dans l'accès aux études. Cela implique aussi de lutter pour une augmentation massive des aides sociales, et d'être solidaires des salarié-es qui luttent en ce moment pour une amélioration de leur pouvoir d'achat.

- Il est possible de gagner, de faire reculer le gouvernement sur nos revendications. SNCF et RATP, Air France, EDF-GDF, avocats, salariés de la fonction publique... Sarkozy a beau dire qu'il ne reculera pas face à nous, lui et son gouvernement ont été affaiblis par les grèves. La réussite de la journée de grève du 20 novembre a montré qu'il existait une volonté de lutte dans de larges secteurs de la jeunesse et du monde du travail. Les cheminots en particulier ont montré que lutter contre Sarkozy et sa politique était possible.

En effet, la LRU n'est pas une loi isolée mais fait partie d'un contexte de casse généralisée du service public dûe à une libéralisation grandissante de la société et de l'économie française, ce que nous condamnons.

Pour cela, la coordination nationale appelle les étudiant-es à approfondir et amplifier la mobilisation dans les campus, à renforcer les liens entre personnels, enseignants et étudiants. Les lycéens doivent se mobiliser encore plus massivement. Et lycéens et étudiants doivent chercher la convergence avec les travailleurs, en premier lieu ceux de l'Éducation natio-

nale, notamment dans les universités et dans les lycées.

La plupart des présidents d'université étant en faveur de la LRU, ils n'hésitent pas à recourir à la répression pour briser la mobilisation. Les fermetures administratives, les interventions policières... ne répondent pas à de prétendus « problèmes de sécurité » : elles visent à nous empêcher de nous mobiliser, c'est-à-dire nous priver de notre droit de nous révolter. Nous condamnons toutes les interventions policières et les arrestations. Nous exigeons l'amnistie de tous les inculpés des mouvements sociaux, y compris ceux du mouvement cheminot. Nous exigeons la réouverture de toutes les universités fermées administrativement, et le retrait de toutes les forces de police qui occupent actuellement des universités.

Nous réclamons la démission des présidents d'universités ayant fait appel à la répression et collaboré à l'expulsion de sans-papiers.

Suspendre les cours est le seul moyen efficace pour que tous les étudiant-es, notamment les boursiers, puissent se réunir et décider ensemble de se mobiliser. Sans blocages votés dans des assemblées générales massives, les étudiants ne disposent pas réellement de droit de grève. Sans occupation des locaux, ils ne disposent pas véritablement du droit de se réunir. Face aux tentatives de faire reprendre les cours par l'intermédiaire des référendums, nous réaffirmons la seule légitimité des assemblées générales pour décider des suites du mouvement : c'est dans les AG que les informations, les différents points de vue peuvent être échangés et que les étudiant-es peuvent voter en connaissance de cause. C'est aux grévistes d'organiser eux-mêmes la prise de décision et non aux présidences d'université, qui pour la plupart soutiennent la réforme.

Nous appelons donc au boycott des votes organisés par les administrations universitaires.

Nous exigeons la réouverture de toutes les universités fermées administrativement, et le retrait de toutes les forces répressives (polices, vigiles privés...) qui



occupent actuellement les universités.

Leur projet est de détruire l'ensemble des acquis sociaux. Face à ce projet, c'est ensemble que nous gagnerons : nous devons construire un mouvement d'ensemble des jeunes et des salariés pour riposter à l'offensive du gouvernement.

Nous appelons à un véritable service public dans tous les domaines : éducation, santé, transports, protection sociale ce qui implique un réengagement massif de l'État dans le financements de l'enseignement supérieur et la recherche, la titularisation des précaires, l'augmentation des salaires et du point d'indice dans la fonction publique...

- Nous reprenons l'appel de la coordination de Tours à la journée de mobilisation **mardi 27 novembre**.
- Nous appelons à faire du **jeudi 29 novembre** une manifestation nationale étudiants/lycéens.
- Nous appelons à une journée nationale de solidarité avec les sans-papiers le **lundi 3 décembre**.
- Nous proposons une prochaine journée de mobilisation interprofessionnelle le **mardi 4 décembre**.

Nous rejoindrons toute initiative proposée par les salariés en grève : leur combat est aussi le nôtre.

Nous appelons tous les jeunes et les salarié-es à se saisir de ces dates pour nous rejoindre dans la grève. Nous appelons à la tenue de réunions interprofessionnelles dans toutes les villes.

## Etudiants, lycéens c'est tous ensemble qu'on va gagner !

**D**epuis le 20 novembre, ça commence à bouger sur les lycées. Pour cette journée de grève dans la fonction publique ces sont une quarantaine de lycées qui ont bloqué et débrayé pour partir en manifestation. Dans toutes les villes les cortèges lycéens sont venus grossir les cortèges des étudiants mobilisés. Le 22 novembre lors de la journée d'action en direction des lycées votée par la coordination nationale ce sont plus de 50 lycées qui ont été bloqués.

### Etudiants, lycéens, tous concernés !

Les lycéens l'ont bien compris, la loi Pécresse sur l'autonomie des universités les concerne tout autant que les étudiants. Ce sont eux qui subiront les frais de la mesure d'orientation active, une pré-sélection à peine déguisée, qui pourra empêcher certains lycéens de s'inscrire à la fac. Ce sont eux aussi qui seront victimes de la

hausse des frais d'inscription dans quelques années. Et tout comme les étudiants, ce qui se joue avec cette loi, ce sont nos futures conditions de travail et la valeur de nos diplômes sur le marché du travail.

Sans attendre la fac, les lycéens ont déjà des raisons de se mobiliser. Il suffit de regarder leurs conditions d'études. Classes surchargées, disparitions d'options, bivalence des profs...



### La bataille continue !

Comme le dit le slogan dans les manifestations : étudiants, lycéens et salariés c'est tous ensemble qu'on va gagner ! Face au gouvernement Sarkozy, on sait qu'il faudra un mouvement encore plus grand que le CPE pour le faire céder. L'enjeu de cette semaine est donc d'élargir la mobilisation. Il faut qu'un maximum de lycéens entrent

dans la bataille. Pour cela, il faut essayer de réunir des assemblées générales dans le plus de lycées possible. Les AG sont des endroits qui permettent de discuter, d'échanger des arguments pour se convaincre, expliquer les dangers de cette loi. Il faut aussi tenter de bloquer. Seul le blocage permet à tous de se mobiliser sans être pénalisé par les cours.

Même si les cheminots ont pour le moment suspendu leur grève, ils ont montré leur détermination et leur capacité de résistance. Leur combat n'est pas terminé. La grève du 20 novembre a prouvé que beaucoup de salariés en avait marre de leur situation. Depuis plusieurs secteurs discutent de se mettre en grève reconductible (éducation nationale, ANPE ...). Le gouvernement est encore loin d'avoir gagné. C'est pour ça que nous allons continuer à nous mobiliser en cherchant à entraîner toujours plus de jeunes et de salariés !

## Communiqué de la coordination nationale de Lille (27 novembre 2007)

La coordination nationale regrette le choix de la direction de l'UNEF de quitter la coordination, en raison de l'invalidation d'une dizaine de délégués, membres de sa majorité, qui faisaient partie de délégations litigieuses. Nous avons appelé les mandatés dûment élus à réintégrer la coordination.

Les 222 mandatés présents, notamment plus de 30 militants de l'UNEF, et de nombreux étudiants syndiqués et non syndiqués, ont continué leurs travaux. La coordination nationale et les étudiants continuent la lutte pour l'abrogation de la LRU.

Pour la prochaine coordination nationale, nous invitons tous les étudiants qui seront dûment mandatés par leur Assemblée Générale à être présents et à remplir leur mandat, qu'ils soient membres de la direction de l'UNEF, de toute autre organisation, ou qu'ils soient non syndiqués. La coordination nationale, par le biais de ses représentants, est disponible pour toute discussion permettant d'aller dans ce sens.

Nous appelons à travailler dans l'unité au retrait de la loi Pécresse, la coordination nationale étant la seule instance représentative des étudiants mobilisés, tant auprès du gouvernement que des médias.